



CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS

Entre

- la Commune de LEZIGNAN-CORBIERES, représentée par Gérard FORCADA, son Maire en exercice,
- et
- l'Association UFL – Union Footballistique du Lézignanais, représentée par M. BORGELLA Alain son Président en exercice,

Vu l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 Avril 2000

Vu le décret n° 2001-495 du 6 Juin 2001

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Conformément aux orientations données lors des assises nationales de la vie associative, les administrations doivent, dans les relations qu'elles nouent avec les associations, veiller tout particulièrement au respect de la liberté associative et des principes éthiques qui sont le fondement de la vie associative.

A cette fin, la Commune accordera notamment une attention toute particulière à la mise en œuvre par l'Association des objectifs essentiels qui sont l'égal accès de tous aux responsabilités et l'apprentissage par les jeunes de l'exercice desdites responsabilités. A cet égard, l'association « UFL » est l'un des vecteurs principaux du développement sportif et social de la jeunesse de la Commune.

Article 1 : Objet

Par la présente convention, l'association UFL s'engage à réaliser les programmes d'actions découlant de son objet social et à mettre en œuvre à cette fin tous les moyens nécessaires à leur bonne exécution. La Commune charge l'association UFL qui l'accepte, d'organiser diverses actions dans le cadre de la promotion du football. Ces actions concerneront tous les niveaux de pratique auprès des jeunes du Pays Corbières Minervois. L'association devra prévoir chaque année l'organisation d'un plan global de formation, en lien avec les établissements scolaires de la Commune.

Pour sa part, la Commune s'engage sous réserve de l'inscription des crédits au budget, à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs, y compris les moyens de fonctionnement qu'ils requièrent.

Article 2 : Durée

Conçue pour se dérouler sur une durée de trois ans à compter du 1er janvier 2025, la présente convention est renouvelée chaque année par tacite reconduction sous réserve de la présentation par l'Association, un mois après la tenue de l'Assemblée Générale et au plus tard à l'expiration d'un délai de 6 mois suivant la clôture de l'exercice comptable, du compte rendu financier et du bilan. La Commune notifiera chaque année le montant de la subvention.

Article 3 : Modalités d'exécution

Les modalités d'exécution de la convention seront notamment suivies et contrôlées par un comité de gestion paritaire entre les dirigeants du Club et la Municipalité. Il est bien précisé que toutes les activités organisées par l'association devront s'inscrire dans le plan de communication de la Ville et devront obligatoirement mentionner la participation de la Commune, notamment par l'apposition de son logo sur tous les vecteurs de communication. Le plan de communication de l'association devra permettre la mise en valeur et la promotion de la Ville dans tous ses aspects. Il est bien précisé que le site Internet de l'association devra intégrer des informations proposées par la Commune.

Article 4 : Subventions et conditions de paiement

La subvention est imputée sur les crédits du chapitre 65 du budget de la Commune. Les subventions seront créditées au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur. Si l'association en fait la demande, une avance pourra être consentie par la Commune avant le 31 Mars de chaque année (en application de l'article L 1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales) et la subvention pourra être payée en quatre fois.

Article 5 : Obligations comptables

L'Association s'engage à fournir chaque année à la Commune le compte rendu financier propre aux actions conformes à son objet social, signé par le Président, ainsi que les comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Article 6 : Sanctions

En cas de non-exécution, de retards significatifs ou de modifications substantielles sans l'accord écrit de la Commune des conditions d'exécution de la convention par l'association et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 9 de la présente convention, la Commune peut suspendre ou diminuer le montant des avances et autres versements ou remettre en cause le montant des subventions.

Article 7 : Contrôle

L'Association s'engage à faciliter à tout moment le contrôle par la Commune de la réalisation des objectifs, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Article 8 : Evaluation

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er, sur l'impact des actions ou des interventions s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général, sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

Article 9 : Renouvellement

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu à l'article 7.

Article 10 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée.

Fait à Lézignan-Corbières, le

Le Président,

Le Maire,